



DEUX THÉORICIENS DE L'AUTOGESTION AU PSU: VICTOR FAY ET VICTOR LEDUC

Bernard Ravenel*

Dans la réflexion globale sur l'autogestion, le PSU, qui, à partir de 1968 en a fait son option fondamentale, a été amené à débattre de la nature même du projet autogestionnaire et de son « applicabilité » politique. Au cours de ce débat, deux militants-théoriciens ont joué un rôle déterminant : Victor Fay et Victor Leduc. Les deux hommes, originaires d'Europe de l'Est, ont été communistes au début de leur vie politique. Par la suite, après leur rupture avec le PCF, ils ont développé une réflexion théorique-politique axée sur le thème de l'autogestion.

Pour eux, l'autogestion est la réponse fondamentale que le mouvement ouvrier doit apporter aux problèmes qu'il a à résoudre à la fois face au communisme « soviétique » et au système capitaliste moderne. Pour eux aussi, leur rupture avec le stalinisme – mais aussi, plus progressivement, avec le léninisme – ne signifiait pas, bien au contraire, une rupture avec le marxisme.

Bien que suivant un itinéraire théorique relativement différent, les deux hommes – qui s'estimaient – ont abouti à une conception commune de l'autogestion, en se retrouvant ensemble avec un autre penseur décisif, Henri Lefebvre. Victor Fay et Victor Leduc trouvent dans Marx, sinon le terme, tout du moins les fondements politiques et théoriques de l'autogestion.

* Agrégé d'histoire.

Victor Fay insiste davantage sur la critique antiétatique de Marx et sur sa conception de la démocratie directe (surtout après la Commune de Paris). Victor Leduc aborde la question sous l'angle philosophique à partir de l'importance révolutionnaire du concept d'aliénation repris et redéfini par Marx. La seule réponse possible à l'aliénation économique, politique et idéologique est l'autogestion.

Victor Fay part de Marx, étudie le développement de sa pensée politique (en théorie et en pratique), il continue par Lénine et aboutit à Rosa Luxemburg pour articuler son choix autogestionnaire. Par la suite, il analyse les expériences d'autogestion et de contrôle ouvrier en Europe occidentale mais surtout en Europe de l'Est. Quant à Victor Leduc, tout en concentrant sa réflexion théorique à partir de l'apport marxien, il essaiera de mesurer les conséquences politiques dans la France d'après Mai 68 de ce qu'il considère comme l'expansion de l'idée autogestionnaire dans les masses.

Finalement, en 1981, avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, Victor Fay et Victor Leduc se retrouveront avec Henri Lefebvre et une série de personnalités politiques, syndicales et scientifiques pour soutenir un « Appel pour l'extension de la démocratie dans l'entreprise et dans la commune » et pour tenter d'influer sur les lois Auroux.

VICTOR FAY

D'origine polonaise, Victor Fay (1903-1991) s'engage très jeune dans l'action politique. D'emblée il est marqué par la Révolution d'octobre, mais aussi par la pensée de Rosa Luxemburg. Militant communiste, il est vite appelé à prendre des responsabilités dans l'organisation du parti. Mais en 1925 il est obligé de partir pour la France où il entre en contact avec le Parti communiste français. Il y est responsable de la formation des cadres et des écoles du parti. Il rompt avec le parti en 1936 et se situe dans la gauche de la SFIO. Après la guerre, il est très marqué par le schisme yougoslave en 1948. En 1958, il participe à la formation du Parti socialiste autonome, issu d'une scission de la SFIO et qui va participer à la constitution du Parti socialiste uniifié (PSU) en 1960. Il y restera jusqu'en 1981, année où il adhère au Parti socialiste.

C'est à partir de l'expérience tchécoslovaque en 1968 (le Printemps de Prague) et, en France, du mouvement de Mai que Victor Fay développe une réflexion générale sur l'autogestion. C'est le temps du débat politique au PSU, c'est aussi le temps des colloques en France et en Yougoslavie. C'est également le temps de l'écriture.

La pensée de Victor Fay sur l'autogestion se déploie simultanément autour de trois thématiques de réflexion :

1. les expériences autogestionnaires dans différents pays;
2. le rapport à Marx et au marxisme;
3. la théorie et la pratique de l'autogestion en France.

Mais au préalable, pour comprendre les analyses proposées, il faut s'attacher à la définition que donne Victor Fay du concept d'autogestion. Pour ce faire, Victor Fay, partant de la tradition politique du mouvement ouvrier français, distingue trois courants :

1. Le courant étatique qui tend à intégrer l'autogestion dans un système de centralisme dit démocratique, dominé par un parti exerçant le rôle dirigeant dans l'État et la société.
2. Le courant parlementaire qui aspire à concilier l'autogestion des institutions locales et économiques avec le pouvoir politique émanant de la représentation parlementaire.
3. Enfin, le courant conseilliste qui considère l'autogestion comme un système d'unicité du pouvoir, englobant tous les aspects, tous les domaines et tous les niveaux de la vie sociale. Ce système rejette toute forme de dualité du pouvoir avec d'autres institutions que celles, autogestionnaires, émanant des conseils, représentants de la démocratie directe des travailleurs. Un tel système permet d'empêcher, grâce à la rotation et à la révocation des délégués, la professionnalisation des fonctions publiques¹.

Il n'est un secret pour personne que Victor Fay se rattache explicitement à cette troisième conception qu'il s'efforcera d'illustrer à travers les trois thématiques proposées.

Les expériences autogestionnaires

Pour cette approche, Victor Fay fait une distinction fondamentale. Selon lui, le problème de l'autogestion se pose différemment dans les pays capitalistes et dans ceux où a été supprimée la propriété privée des moyens de production. Dans ce dernier cas, il s'agit « d'élargir les prérogatives des organismes émanant directement de la classe ouvrière ». Dans les pays capitalistes, l'autogestion n'est pas à l'ordre du jour et il s'agit surtout pour la classe ouvrière de contrôler le processus de production, à commencer par les conditions de travail et de rémunération. En somme, le contrôle ouvrier précède l'autogestion. Telle est la grille d'analyse initiale de Victor Fay lorsqu'il présente les différentes expériences autogestionnaires.

Expériences dans les pays dits « socialistes »

« En Russie soviétique, c'est dès le début un échec », affirme Victor Fay.

Pouvait-on faire autrement ? Pouvait-on entreprendre d'emblée l'édification du socialisme par le prolétariat lui-même ? Selon Rosa Luxemburg, le problème ne pouvait qu'être posé en Russie. Il ne pouvait pas y être résolu. Qu'importe ! Au fil des années, les ouvriers ont été dépossédés de leur auto-

rité à l'usine, les syndicats réduits à la fonction subalterne d'une courroie de transmission des directives du parti au pouvoir. Les soviets locaux, les comités d'usine, font désormais partie du décor derrière lequel la réalité du pouvoir, tant politique qu'économique, échappant à tout contrôle populaire, échoit à l'appareil du parti et à ses mandataires au niveau de la production².

Puis vient le cas des démocraties populaires après la Seconde Guerre mondiale. Dans ces pays, après des expériences temporaires de gestion ouvrière des usines juste après la Libération, le modèle soviétique est vite imposé par les partis communistes au pouvoir, appuyés sur l'Armée rouge.

Le cas yougoslave et la nouvelle naissance de l'autogestion

C'est précisément l'absence de l'Armée rouge qui permet – à partir de la rupture avec Staline – la naissance de l'hérésie titiste. Pour résister à la pression soviétique et maintenir la perspective socialiste, les Yougoslaves sont « obligés » d'opposer au modèle stalinien, centraliste et autoritaire, le modèle décentralisé et démocratique de l'autogestion.

Victor Fay accorde une grande place à l'étude du cas yougoslave pour lequel il marque une grande sympathie même s'il en décèle certaines limites. Pour lui :

L'abandon de la gestion administrative de l'économie au profit de l'autogestion constitue un progrès certain aussi bien quant à la productivité du travail qu'à la satisfaction des besoins matériels³.

Mais, en même temps, Victor Fay remarque que la possession des moyens de production par les ouvriers, du fait qu'elle est parcellaire, « s'apparente à une sorte de capitalisme collectif ». Il constate aussi, à l'occasion du « Printemps croate » de 1971, les risques qu'entraîne la décentralisation par l'extension de l'autonomie des six républiques fédérées.

La poussée de fièvre nationaliste en Croatie a eu pour cause, entre autres, la volonté de conserver pour elle-même les bénéfices réalisés sur son territoire. La réaction du président Tito et des dirigeants de la Ligue communiste a suffi pour mettre fin dans l'immédiat à cette crise des relations interfédérales. Elle a révélé en même temps l'existence d'un centre de direction représenté par la Ligue, soutenue par l'armée, qui échappe au système d'autogestion.

Peut-on, dans ces conditions, parler d'un système d'autogestion englobant tous les domaines de la vie sociale? Nous ne le pensons pas. Une dualité du pouvoir subsiste : le pouvoir économique étant détenu en partie par les travailleurs associés, le pouvoir politique restant, malgré divers assouplissements, le monopole de la Ligue communiste⁴.

Sur le plan des entreprises autogérées elles-mêmes, Victor Fay s'inquiète du manque de culture technique et générale de la plupart des « producteurs associés », ce qui les oblige à faire confiance à des techniciens.

Si la bureaucratie centrale a été en partie éliminée, si les habitudes autoritaires, si répandues parmi les dirigeants du camp soviétique, ont été contenues, le clivage

social entre les technocrates et les simples producteurs n'a pas cessé de s'approfondir. La différence de niveau de vie s'affirme aussi bien entre les républiques et les provinces qu'entre les familles et les individus⁵.

En exposant cette double dualité entre autogestion atomisée au niveau des entreprises et pouvoir politique d'une part, et entre gestion et direction d'autre part, Victor Fay veut montrer les limites fondamentales du système yougoslave. Mais, malgré tout, il reste optimiste sur les capacités d'évolution de ce système.

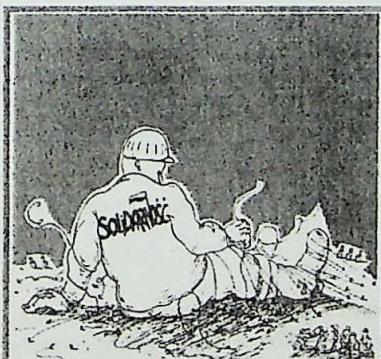
Hongrie, Pologne et Tchécoslovaquie

Pour les pays européens à direction communiste-soviétique, Victor Fay constate qu'à chaque fois que s'ouvre une crise du régime, surgissent spontanément différentes formes de démocratie ouvrière et d'autogestion. C'est le cas pour la Hongrie en 1956 avec le rôle des conseils ouvriers, en particulier celui de Budapest. C'est le cas de la Pologne, également en 1956, où la classe ouvrière a instauré les conseils d'usine et inauguré l'autogestion qui trouvera une nouvelle forme d'organisation avec la formation des syndicats autogérés en 1980 et l'expérience de Solidarnosc.

Mais le cas tchécoslovaque apparaît particulièrement significatif aux yeux de Victor Fay. En effet, la crise profonde de la direction bureaucratique de l'économie, combinée avec l'existence d'une classe ouvrière nombreuse et expérimentée, créait selon lui les conditions d'une perspective autogestionnaire bien plus favorables qu'en Yougoslavie. Dans ce pays, avant l'intervention soviétique de 1968, les jalons d'une gestion ouvrière débordant les limites des unités économiques primaires avaient été posés. Victor Fay s'interroge alors :

Auraient-ils suffi à corriger l'influence des lois du marché, à empêcher la concurrence entre les entreprises, à faire triompher les besoins sociaux sur les intérêts individuels ou de groupe? Il est impossible, dans l'état actuel des choses, d'y répondre.

Contentons-nous de constater qu'en Tchécoslovaquie comme en



PSU DOCUMENTATION

L'EXPÉRIENCE
AUTOGESTIONNAIRE
EN POLOGNE
1956 — 1981

N° 146, 147
DOUBLE

AVRIL 1982

12 F

► Couverture de la brochure
PSU Documentation, 146-147, avril 1982.
© Archives CHS du xx^e siècle. Fonds PSU.

Yougoslavie, l'autogestion ouvrière n'a, à aucun moment, dépassé les limites de l'économie, que le régime politique, tout en se démocratisant, a conservé sa structure propre, réservant au Parti communiste la place d'inspirateur et d'animateur de la vie publique, approuvé certes par le peuple et non plus imposé par la force⁶.

Ainsi, Victor Fay croyait à un passage graduel à une démocratie autogestionnaire dans les pays de l'Est. À la lumière de l'expérience yougoslave et du printemps de Prague, il a même considéré que le rétablissement du pluralisme politique n'était pas nécessaire dans la mesure où il pourrait y avoir une démocratisation suffisante du Parti communiste et même transition pacifique du monopartisme à la démocratie de type conseilliste (cas de la Pologne de 1980).

Expériences de contrôle ouvrier dans les pays capitalistes

Selon Victor Fay (se référant d'ailleurs à Lénine) le contrôle ouvrier est une « préparation à la gestion de l'économie par les travailleurs ». Il analyse plusieurs cas : la cogestion en Allemagne fédérale, les formes du contrôle ouvrier en Italie et en Grande-Bretagne.

La cogestion en République fédérale d'Allemagne (RFA)

Victor Fay veut démontrer que, malgré ses grandes limites, le système de cogestion peut offrir des opportunités aux représentants ouvriers pour exercer un certain contrôle.

C'est donc moins la cogestion en elle-même, bien qu'il ne faille pas minimiser ses avantages, que la possibilité offerte aux représentants du personnel au conseil d'administration et de surveillance de contrôler la situation de l'entreprise et de peser au besoin en faveur des intérêts ouvriers, qui présente l'aspect le plus positif de cette institution.

En mettant l'accent sur le contrôle et en insistant sur leur rôle mineur dans la cogestion, les délégués ouvriers peuvent dégager leur responsabilité des décisions parfois drastiques auxquelles tient à les associer le patronat, telles que la suppression d'emplois, l'accélération des rythmes de travail, voire la fermeture d'ateliers ou d'usines tout entiers⁷.

Le contrôle ouvrier en Italie

Le contrôle qui s'insinue dans les institutions adoptées par le patronat, s'impose directement là où le rapport des forces est plus favorable aux travailleurs. Ces formes de contrôle direct sont très diverses. Nous ne signalerons ici que les plus importantes et les plus répandues.

En Italie, le contrôle ouvrier s'exerce, dans les grandes entreprises privées et publiques, à tous les niveaux, en partant de l'atelier et en terminant au sommet de la firme. Chez Fiat, chez Pirelli, chez Olivetti, à la société nationale du pétrole, ces véritables empires industriels, le contrôle englobe tous les problèmes du travail, y compris la répartition des tâches dans les équipes.

Instauré *intra muros*, il tend à s'imposer *extra muros*, à transcender les problèmes de l'usine, à intervenir dans les domaines du transport et de l'habitat, sans parler des œuvres sociales, dont s'occupe de droit le comité d'entreprise⁸.

Le contrôle ouvrier en Grande-Bretagne

Le phénomène particulier du mouvement ouvrier britannique est la multiplication des délégués d'atelier, forme spécifique et fort efficace du contrôle ouvrier. Ils sont environ cent mille, restent en contact permanent avec leurs mandants et jouent un rôle important dans le déclenchement, le déroulement et le règlement des conflits. Ils forment un trait d'union entre la base ouvrière et la direction syndicale. [...]

On peut affirmer finalement que si la résistance ouvrière freine, dans une certaine mesure, la modernisation technique, elle permet, grâce au contrôle ouvrier à la base, exercé par les délégués d'atelier, de préserver pour l'essentiel le niveau et le mode de vie des ouvriers⁹.

Ce qui frappe dans les analyses de Victor Fay, c'est l'analyse concrète de chaque situation qui essaie toujours de faire ressortir à la fois les contradictions, les limites et les possibilités des formes plus ou moins légalisées du « pouvoir ouvrier » dans le système capitaliste. Pour lui, ces formes de contrôle peuvent être des points d'appui très importants vers des conquêtes de type autogestionnaire lorsqu'il y a mobilisation ouvrière.

Le rapport à Karl Marx et au marxisme

Pour Victor Fay, l'autogestion est un concept antinomique à celui de l'État socialiste tel que l'ont envisagé des marxistes comme Lassalle et Lénine. Deux théoriciens marxistes, Karl Marx mais aussi Rosa Luxembourg, auraient préfiguré l'idée d'autogestion même si le terme même n'est pas employé.

Dans un discours important, prononcé au 8^e congrès national du PSU en 1972 à Toulouse, Victor Fay développe sa conception du socialisme autogestionnaire à partir de Marx :

Le grand thème qui nous préoccupe et qui vient tout droit des suggestions et des analyses de Marx, c'est celui qui considère qu'il y a cassure, une rupture fondamentale entre la démocratie bourgeoise, de caractère et de forme parlementaires, et la démocratie ouvrière, la démocratie directe, la démocratie des conseils. Marx parle non pas de l'autogestion, mais de l'autodétermination de la classe ouvrière à propos de la Commune de Paris parce que c'est ici, en France, que tout a commencé. Il dit que la Commune a été la forme enfin trouvée qui permet l'émancipation économique du travail. En partant de cette filiation, de cette analyse faite à chaud, au moment où mouraient les derniers communards, c'est en partant de cette analyse, de cette définition des contours d'un nouvel État que les bolcheviks ont créé de toutes pièces un État qui devait être le plus démocratique du monde et qui, malheureusement, a très mal tourné. [...]

Notre grande idée, celle de nos grands ancêtres, est de supprimer la division, l'éclatement entre le citoyen et le producteur, le pouvoir exécutif et législatif, le travail manuel et intellectuel – Marx parle de "refaire l'homme complet". Dans les différents conseils, l'homme apparaîtra à la fois comme producteur et consommateur, comme animateur d'un groupe d'habitants, ou d'usagers des transports, comme organisateur de l'éducation dans le sens le plus large

du terme, de transmission de la culture et de création d'une nouvelle culture. C'est toujours le même homme qui, sous des facettes différentes, apparaîtra en se reconstituant dans sa totalité, dans son intégralité dont il a été dépourvu pendant les siècles de l'aliénation capitaliste. Vous voyez que nous visons haut et que ce que nous proposons est difficile à atteindre et implique de la part des travailleurs un effort de longue durée – non seulement pour réaliser l'autogestion, mais, en la réalisant, de se transformer, de devenir une classe dominante, de forger sa propre culture, ses propres institutions, sa propre manière de penser, d'agir et d'être¹⁰.

La référence théorique à Marx s'appuie surtout sur la critique marxienne de l'État, à partir de la rupture avec Hegel sur la question de l'État. En même temps, Victor Fay analyse l'évolution de Karl Marx sur cette question – entre les positions exprimées dans le *Manifeste communiste* de 1848, inspirées par l'expérience jacobine, et celles formulées à l'issue de la Commune de Paris de 1871. À partir de 1871, Marx abandonne le modèle jacobin. De l'expérience de la Commune, il a déduit un autre type de démocratie :

C'est celui des communes ou des conseils élus au suffrage universel, dotés à la fois du pouvoir législatif et exécutif, peut-être même judiciaire, c'est-à-dire détenant la totalité du pouvoir¹¹.

En même temps, contre le risque d'une telle concentration du pouvoir, Karl Marx prévoit le droit de révocation, en cours de mandat, de tout élu sur la demande d'une partie des citoyens, et la possibilité d'une nouvelle élection.

L'autogestion et la problématique française

Mais Victor Fay va concentrer l'essentiel de sa réflexion au « cas français ». Depuis mai 1968 en effet, le thème de l'autogestion est sorti du cercle des initiés pour devenir un problème politique posé à l'ensemble du mouvement ouvrier, à toutes ses composantes politiques et syndicales. Le PSU est totalement traversé par ce débat qui trouve une première conclusion au congrès de Toulouse en décembre 1972 avec l'adoption d'un manifeste autogestionnaire intitulé *Contrôler aujourd'hui pour décider demain*.

Dans ce débat Victor Fay joue un rôle déterminant. Et après le congrès de Toulouse, il développe dans la revue théorique du PSU, *Critique socialiste*, ses principales idées sur ce sujet. Il estime que l'actualité politique du projet autogestionnaire provient de deux facteurs, l'un politique et l'autre technologique.

Le fait politique, révélé par le mouvement de mai 1968, c'est que :

Les travailleurs ne peuvent plus, en leur majorité, vivre comme auparavant et qu'une minorité d'entre eux ne veut plus supporter le genre de vie qu'on leur impose. Ce sentiment est à tel point impérieux que le patronat lui-même s'en rend compte et admet la nécessité de modifier les aspects les plus intolérables du système de production, en particulier le travail à la chaîne¹².

Le fait technologique, c'est le développement de l'automatisation, et qu'avec celle-ci :

L'ouvrier ressent instinctivement qu'on lui impose un effort épaisant et dégradant que la technique actuelle rend superflu. D'où la volonté de maîtriser cette technique, de la mettre au service du travailleur, au lieu de lui asservir le travailleur. Cette volonté de comprendre, ce refus d'un travail dont le comment et le pourquoi lui échappent, expriment la maturation du prolétariat en tant que future classe dominante, devant prendre en charge le processus global de la production en société socialiste¹³.

Dans cette perspective, Victor Fay fixe sa conception stratégique de l'autogestion :

Il s'agit, en premier lieu, de dissiper les illusions sur les possibilités de faire l'économie d'une révolution en réalisant progressivement l'autogestion dans les usines capitalistes, en s'emparant de ces usines, en y établissant un pouvoir ouvrier à la base. Certes, c'est ainsi que le processus doit être engagé. Il ne peut se maintenir à ce niveau. La dynamique de la lutte aboutit inévitablement à la conquête du pouvoir, à la destruction de l'État bourgeois, à la création d'une démocratie des Conseils ou à l'échec de l'entreprise. Le pouvoir ouvrier est un ou il n'est pas. L'autogestion n'est possible qu'après la conquête du pouvoir par les travailleurs¹⁴.

En second lieu, il « s'agit d'enlever à la propagande en faveur de l'autogestion son caractère abstrait ». Alors, comment établir la jonction entre les revendications immédiates, pouvant être satisfaites dans le cadre du régime existant, et la conquête du pouvoir ? Quel est le moyen de passage des unes à l'autre ? Pour Victor Fay, c'est le contrôle ouvrier. L'instrument organisationnel est le comité d'usine élu par tous les travailleurs et renouvelé assez souvent. C'est dans ce cadre que se déploie la stratégie autogestionnaire.

C'est par l'extension progressive des prérogatives et des droits des organes de contrôle ouvrier à l'usine, du contrôle populaire des consommateurs et usagers en dehors de l'usine, que les travailleurs arrivent à arracher aux capitalistes, aux technocrates et aux bureaucraties, qui les exploitent et dirigent, la réalité du pouvoir économique. Ils rejettent la cogestion, forme moderne de collaboration de classes. En partant du contrôle ouvrier et populaire, instauré au départ grâce aux revendications limitées, on débouche sur l'esquisse d'un nouvel ordre social.

L'autogestion généralisée englobe toutes les sphères de la vie publique, de la production et de la reproduction dans son ensemble, décentralise le pouvoir, le confie aux unités de base, tant économiques que territoriales et autres.

Elle intègre l'éducation dans le processus unique de formation-production, associe les enfants à leur propre éducation et à celle des adultes, met fin à la séparation entre le transfert de l'héritage culturel du passé et l'activité créatrice du présent.

L'autogestion permet de fusionner, conformément à la recommandation de Marx, les pouvoirs législatif et exécutif¹⁵.

Cette stratégie pose donc la question du cadre institutionnel constitué par les formes de démocratie directe, dépassant les structures de l'État bourgeois ou stalinien.

En se mettant en place, les institutions autogestionnaires, issues de la démocratie bourgeoise ou du monolithisme stalinien, dépasseraient progressivement l'étape de la dualité du pouvoir. Elles formeraient une pyramide de comités modifiable et mouvante, aboutissant finalement à l'unicité du pouvoir des organes de base de la démocratie directe.¹⁶

Victor Fay écarte donc le projet d'une dualité de pouvoirs à long terme entre institutions parlementaires et démocratie directe conseilliste. Sur ce sujet, il s'oppose à Michel Rocard, dans un article important de *Critique socialiste*, sur « l'unicité du pouvoir des Conseils » (mars 1973). C'est dans cet article que Victor Fay a le plus précisément explicité sa conception de l'autogestion :

Cette démocratie des conseils, par le relais de délégation du pouvoir à plusieurs niveaux, établira un pouvoir central qui sera son émanation directe. Ainsi, le pouvoir communal, issu des conseils situés sur son territoire, et le pouvoir central, détenu par le congrès national des conseils, auront la même source et la même origine sans s'opposer l'un à l'autre et sans empêcher la nécessaire coordination des institutions communales sur le terrain national ou extra-national.

Cette dualité est considérée par certains comme un correctif indispensable, capable de réagir aux tendances localistes centrifuges opposant les intérêts particuliers aux intérêts généraux des travailleurs. Un tel danger existe à coup sûr. Toutefois, la création d'un autre type de pouvoir, tendant, par la force des choses, à devenir un contre-pouvoir superposerait à des antagonismes secondaires au sein de la même structure étatique un antagonisme fondamental, infiniment plus grave, entre deux pouvoirs d'origine différente¹⁷.

En même temps il est conscient qu'à ce moment, le poids du Parti communiste et de sa conception autoritaire représente un obstacle énorme. Il ne se fait pas d'illusion non plus sur le Parti socialiste. Au PCF, il associe la CGT ; au PS, Force ouvrière. C'est donc un combat de longue haleine qui seul, à travers les luttes, permettra de gagner la majorité des travailleurs à la « démocratie ouvrière directe ».

La perspective de l'arrivée de la gauche « traditionnelle » au pouvoir, puis sa victoire électorale ne pouvaient que confirmer ses inquiétudes. En même temps, il fallait créer les conditions pour qu'une dynamique autogestionnaire émerge, y compris en s'appuyant sur les conquêtes institutionnelles que peut permettre l'arrivée de la gauche au pouvoir. En particulier, à partir des lois Auroux.

En janvier 1981, Victor Fay participe activement au lancement d'un « Collectif autogestion ». Prenant acte du processus de mondialisation, il déclare alors :

Contre cette nouvelle étape du capitalisme qui universalise les antagonismes des classes, la riposte des travailleurs ne saurait se borner à la défense des

situations acquises et des structures existantes. Le mouvement ouvrier est mis dans l'obligation de s'adapter aux nouvelles conditions de travail, d'organisation et de lutte. C'est d'abord au sein des unités décentralisées de production que l'action doit être engagée pour être ensuite étendue à l'ensemble de l'entreprise et des travailleurs qui y participent quel que soit leur lieu de travail et d'habitat.

L'issue capitaliste de la crise n'est pas fatale, à condition qu'aux nouvelles modalités de production répondent de nouvelles modalités d'organisation des travailleurs, tendant à instaurer la démocratie directe et l'autogestion¹⁸.

À l'approche de mai 1981, le « Collectif autogestion » s'élargit à de nombreux syndicalistes, à des responsables politiques et à des intellectuels. Entre juin et octobre 1981, un texte d'*« Appel pour l'extension de la démocratie dans l'entreprise et la commune »* est principalement rédigé par Victor Fay qui, avec quelques amis, quitte le PSU pour adhérer au Parti socialiste afin d'animer et d'influencer la sous-commission nationale du PS consacrée à l'extension des droits des travailleurs dans l'entreprise... et pour peser sur les lois Auroux consacrées à la création de « conseils d'atelier, de bureau et de service ». Au premier trimestre 1982, il participe à la mise en chantier des projets de loi relatifs aux comités de quartier où Henri Lefebvre joue un rôle prépondérant.

Finalement, c'est l'échec. Le pouvoir n'est pas au PS, mais au gouvernement. Dans ses mémoires, *La Flamme et la cendre*, il écrit :

Toutes mes propositions avaient le même but : amener les gens à prendre en main leurs problèmes. Nous n'y sommes pas parvenus. Les structures du mouvement ouvrier (et pas seulement du Parti socialiste), étaient – et restent – paternalistes et autoritaires. Elles favorisent un sentiment d'attente-espérance. « Faites-nous confiance », semblent dire les socialistes au pouvoir. « Nous ferons ce qu'il faut, quand il le faudra. Ne nous créez pas de difficultés par votre impatience ». C'est affaiblir la pression de la classe ouvrière, en l'empêchant de faire contrepoids à la pression de la bourgeoisie et aux structures administratives, imprégnées des pensées et logique capitalistes¹⁹.

Le « Collectif autogestion » se dissoudra en 1986. Mais certains des écrits de Victor Fay, avec l'émergence d'une nouvelle conception de la citoyenneté valorisant l'auto-organisation, pourraient redevenir d'actualité.

VICTOR LEDUC

Dans le développement de la pensée sur l'autogestion de Victor Leduc, ex-idéologue du PCF mais organisateur de l'opposition interne de 1956 à 1971 avant de passer au PSU via les Centres d'initiative communiste (CIC) en 1972, il est clair que Mai 1968 a constitué le moment-clé, en donnant à la « vieille idée neuve » de l'autogestion une signification nouvelle.

Dès octobre 1968, alors directeur de la revue de l'Union rationaliste *Raison présente*, il concluait ainsi un article consacré à Mai 1968 :

Il s'agit de créer les conditions d'un pouvoir réel de chacun sur son destin d'homme. Si l'étudiant gère son université, le travailleur son entreprise, etc., c'est la fin de la séparation entre le citoyen et l'"homme privé", entre l'État et ses « administrés », séparation qui est le fait de toutes les démocraties historiquement connues. À la limite, le mouvement tend à une absorption de l'État en des unités sociales autogérées, librement constituées et coordonnées. Peut-être l'histoire verra-t-elle, dans le mouvement de Mai, la première ébauche d'une démocratie permanente, fusion et dépassement de la démocratie politique et de la démocratie économique, auxquels aspirent plus ou moins consciemment tous les peuples et qu'aucun système social n'a encore réalisés. C'est ce qui expliquerait à la fois l'intérêt passionné et les réactions violentes que ce mouvement a suscitées de part et d'autre.

Il est vrai que, comme toute ébauche, celle-ci comporte des traits excessifs ou confus et conserve bien des aspects irrationnels.

On peut juger ces tentatives utopiques, à tout le moins prématuées. Mais les rationalistes, mieux que d'autres peut-être, sont préparés à comprendre qu'elles sont inspirées par le refus d'un monde encore dominé par l'irrationnel et guidées par la recherche d'une nouvelle rationalité à la mesure des pouvoirs de l'homme d'aujourd'hui²⁰.

Partir du concept marxiste d'aliénation

Pour argumenter en faveur de l'autogestion, Victor Leduc part du concept-clé d'aliénation tel qu'il est issu de Marx.

L'aspiration des travailleurs à maîtriser leurs conditions de travail, à gérer leurs propres entreprises et, plus généralement, l'ensemble de la production et de l'existence sociale précède l'élaboration du marxisme.

Mais le marxisme, plus que tout autre courant ou expression du mouvement ouvrier, apporte à l'autogestion des fondements théoriques solides, à partir, notamment, du concept marxiste d'aliénation, de la notion d'autotransformation ou *Selbstveränderung* (troisième thèse sur Feuerbach), de la théorie des modes de production et de celle du dépréisement de l'État²¹.

Pour Karl Marx, en effet, le phénomène fondamental de l'aliénation est l'aliénation du travail.

La théorie marxiste de l'aliénation, en même temps qu'elle nous permet de mieux comprendre la réalité sociale, fonde, en profondeur, notre combat pour l'autogestion socialiste. Car elle fait apparaître en pleine lumière son objectif fondamental : assurer aux travailleurs la pleine maîtrise de leur existence sociale dans la production et dans toutes les sphères de la vie. Elle indique clairement que cet objectif ne pourra vraiment être atteint que lorsque les travailleurs se seront rendus maîtres, non seulement des moyens de production, mais encore de l'organisation du travail et qu'ils auront mis fin à la division sociale du travail, lorsqu'ils décideront des grandes orientations de la production, en un mot lorsqu'ils auront récupéré leur puissance sociale²².

Et reprenant une analyse de Pierre Vidal-Naquet dans son livre écrit avec Alain Schnapp, *Journal de la Commune étudiante*, Victor Leduc

écrit que l'on peut trouver dans la notion d'aliénation « le sens profond du mouvement: prise de conscience des aliénations vécues sur les terrains les plus divers, enseignement, relations homme-femme, famille, mais aussi mode de vie, sphère du politique et sphère du travail, etc., prise de conscience et révolte contre ces multiples aliénations »²³.

Le passage au politique

S'appuyant sur cette analyse conceptuelle, Victor Leduc va jouer un rôle actif dans le regroupement des « forces autogestionnaires » pour lequel il fixe, dans les *14 thèses pour l'autogestion*, les bases théoriques et politiques pour la rencontre du Comité de liaison pour l'autogestion socialiste (CLAS) et adopté le 20 mai 1973. Ce comité, éphémère, a regroupé quatre organisations: PSU, Objectif socialiste (d'inspiration chrétienne), Alliance marxiste révolutionnaire (d'inspiration trotskiste) et le Centre d'initiative communiste.

Ces *14 thèses* présentent la synthèse des problèmes que doivent résoudre les partisans de l'autogestion. La thèse n° 2 affirme notamment que face à l'état de crise permanente de la société:

Le terme d'autogestion exprime le sens de la solution révolutionnaire globale vers laquelle s'orientent les luttes présentes qui s'étendent à tous les secteurs de la vie sociale. Ces luttes remettent en cause l'organisation capitaliste du travail, le principe d'autorité et l'ordre hiérarchique dans tous les domaines, une école qui perpétue la séparation du travail manuel et du travail intellectuel, la fonction de classe de l'armée, de la police, de la justice, l'emprisonnement de la jeunesse dans les mécanismes de reproduction du capital, l'inégalité et la subordination de la condition féminine liées aux structures rétrogrades de l'institution familiale et de la vie sexuelle, l'exploitation sauvage des travailleurs immigrés, l'oppression économique et culturelle des minorités nationales de notre propre pays. On constate aujourd'hui que la croissance capitaliste aboutit à l'irrationalité de la vie quotidienne, à la pollution, à la destruction des cycles écologiques et cela dans le cadre d'une surexploitation et d'une misère accrues imposées aux peuples du tiers-monde. C'est pourquoi la finalité de cette croissance est elle-même largement remise en question²⁴.

Victor Leduc fixe alors (thèse 4) ce qu'il considère comme étant la base objective de la révolution autogestionnaire:

La révolution socialiste autogestionnaire trouve sa base objective dans le fait que la convergence des forces anticapitalistes peut se réaliser dans une période où sont réunies les conditions matérielles, scientifiques et techniques dans lesquelles notre société peut organiser rationnellement la production et la répartition en réduisant au minimum les contraintes de l'accumulation, en mettant fin à tout système autoritaire et hiérarchisé. Avec les moyens modernes d'information et de formation, le problème des décisions peut être résolu de façon rationnelle par les intéressés eux-mêmes à toutes les instances de la vie économique, sociale et politique²⁵.

Restent à fixer les conditions subjectives, politiques et organisationnelles. La thèse 10 donne une idée de ce que pense Victor Leduc sur ce sujet:

Confronté à cette tâche historique, le mouvement révolutionnaire pour l'autogestion ne peut se développer sans disposer d'une instance capable d'élaboration politique et théorique, capable de regrouper les forces sociales engagées ou susceptibles d'être engagées dans les luttes, capable de dégager scientifiquement les perspectives générales et de les proposer pour des luttes nouvelles. L'organisation révolutionnaire qui assumera ce rôle doit rejeter les schémas dépassés d'une avant-garde qui se rassemble sur la base d'un programme élaboré en vase clos et sur un modèle préétabli d'organisation et qui se tient pour l'incarnation de la classe ouvrière et de la conscience révolutionnaire. La conscience et les forces révolutionnaires se constituent dans un rapport constant entre le mouvement autonome des masses, les luttes réelles et l'organisation politique²⁶.

La lutte contre les déformations de l'autogestion et pour la prise en compte de l'écologie

S'appuyant sur ces thèses qui sont en principe devenues celles du PSU des années 1970 après le départ de Michel Rocard et de ses amis en 1974, Victor Leduc va mener une bataille idéologique contre ce qu'il appelle les tentatives « de détournement, de camouflage ou de grave déformation » dont l'autogestion serait l'objet. Il s'inquiète en particulier de l'identification trop étroite entre autogestion et expérimentation sociale qui tend à « l'émettement de l'autogestion en attitudes individuelles ou en réalisations parcellaires ». Victor Leduc joue un rôle déterminant dans le programme élaboré par le PSU au congrès de Limoges en 1978 et intitulé: « Vivre et travailler autrement », présentant socialisme et autogestion comme « indissociables ».

D'autre part, il s'interroge sur les rapports entre écologie et socialisme autogestionnaire. S'appuyant sur le travail de Rudolf Bahro (communiste oppositionnel de RDA) dans son livre *L'Alternative* et en particulier sur sa critique de la politique de croissance et des structures de production et de consommation qui caractérisent tant les sociétés capitalistes que les sociétés de type soviétique, Victor Leduc écrit alors:

Lutter pour un type de production et de croissance qui ne se traduira pas par une aliénation et une soumission des besoins de la majorité des hommes aux intérêts d'une minorité, c'est le véritable fondement de notre lutte pour des rapports différents entre l'homme et la nature. Et comment ces rapports nouveaux pourraient-ils être établis sans un changement de société comportant la socialisation de l'ensemble des moyens de dominer la nature et leur autogestion à tous les niveaux par les collectivités concernées?

Intégrer au socialisme autogestionnaire, dont seule l'instauration rendrait possible de la satisfaire, l'exigence écologique, ce n'est pas une opération "récupératrice". Ce n'est pas, pour le PSU, tenter de s'annexer un mouvement social extérieur. Il pourrait d'ailleurs, du point de vue de l'histoire des luttes

écologiques et notamment des luttes contre le nucléaire, revendiquer des priorités. Mais là n'est pas l'important. Ce qui compte, c'est l'enrichissement réciproque, l'approfondissement du contenu du socialisme autogestionnaire et la plus forte cohérence donnée à notre projet politique et à l'ensemble de notre action²⁷.

Outre l'abolition de la division du travail – revendication essentielle du socialisme autogestionnaire –, Victor Leduc propose d'inscrire la réduction du temps de travail dans la perspective autogestionnaire qu'il appelle « l'appropriation sociale du temps ».

Libérer le temps, telle serait, en effet, la véritable finalité de l'économie dans une société socialiste autogestionnaire, s'il est vrai que, comme le disait encore Marx, le temps libre est "la vraie richesse".

Ainsi, devraient être réunis tous les éléments qui peuvent concourir à ce résultat : utilisation du progrès technique allant dans le sens d'une suppression du travail humain, développement d'une structure de besoins et de la consommation permettant d'éviter les excès et le gaspillage de production qui caractérisent les systèmes actuels, élévation continue et générale du niveau culturel afin que le maximum d'individus trouve dans le temps libre les possibilités maximales d'épanouissement.

Avec l'abolition de la division du travail, l'autogestion du temps social, en vue d'aboutir sinon à l'abolition complète du travail, du moins à le réduire au point que la proportion temps du travail/temps libre soit radicalement inversée, est un objectif majeur du socialisme autogestionnaire. Il faut ajouter que, dans de nouvelles conditions sociales, une partie des activités qui entrent aujourd'hui dans le domaine du travail, notamment les activités scientifiques, éducatives ou culturelles, sociales et, pourquoi pas, artisanales, pourraient être intégrées dans les activités de temps libre²⁸.

Finalement, en 1987, il rejoint les « Rénovateurs communistes » qui s'interrogent avec lui sur la crise de la démocratie représentative dont l'un des traits est la tendance à l'abstention. Et à la question posée : quels contenus théoriques et pratiques donner au processus révolutionnaire ?, il répond :

Ce processus est en cours, n'en doutons pas. On note bien que chaque projet d'en haut se heurte maintenant à une résistance d'en bas qui s'auto-organise et s'auto-dirige avec une efficacité que n'ont jamais atteinte les organisations consacrées. C'est de l'articulation entre ces actions, le parcours de l'individuel au collectif, entre la périphérie et le centre, de la lutte pour conquérir de nouveaux pouvoirs à l'entreprise et dans l'économie, de l'invention et de la mise en pratique de nouvelles formes de démocratie politique que dépend son avenir. Il s'agit moins d'une conquête de l'État de l'extérieur que d'une dissolution progressive de l'État par "auto-institution" permanente d'une société toujours plus travaillée par le virus autogestionnaire. Mais, bien sûr, le mouvement spontané, auto-organisé et auto-dirigé doit, pour aboutir, aller de pair avec le regroupement de tous les autogestionnaires de conviction dans un mouvement qui soit enfin de type nouveau²⁹.

À partir d'une approche différente – socio-politique chez Victor Fay, philosophique chez Victor Leduc – les deux hommes ont élaboré une

pensée commune relativement achevée. Les points-clés de cette conception me paraissent les suivants :

- elle entend s'inscrire dans la continuité du mouvement ouvrier et du marxisme mais dans une approche hétérodoxe, par l'accent mis sur la dimension anti-étatique et sur le concept d'aliénation ;
- l'agent du processus autogestionnaire est le prolétariat en tant que classe générale destinée à réaliser à travers sa propre émancipation la libération de toute l'humanité.

En même temps, les deux hommes élargissent le concept de prolétaire, vu non seulement comme un producteur mais comme un individu social porteur d'aspirations et de besoins différenciés. L'autogestion apparaît d'abord comme un processus éducatif, un apprentissage de ce qui est commun à tous et de ce qui revient exclusivement à l'individu. C'est une culture.

Le projet autogestionnaire ne se laisse pas ramener à la distinction entre moyens et fins, puisque ce projet se donne comme objet l'orientation de toute la société en vue de l'autonomie de chacun et de tous qui à son tour s'instaure et se développe à travers son exercice. Elle n'est pas un résultat mais une façon d'être. En ce sens, ces deux penseurs rejoignent Cornelius Castoriadis.

Au total, Victor Fay et Victor Leduc ont contribué à faire réémerger le conflit entre aliénation et poussée à l'autonomie collective et individuelle. En dernière analyse, le thème central de leur réflexion est celui des conditions de la liberté de l'individu comme liberté d'être et de construire son propre destin.

1. Victor FAY, *L'Autogestion : une utopie réaliste*, Paris, Éditions Syllepse, 1996, p. 9.

2. Victor FAY, *Le Monde diplomatique*, avril 1972, p. 24.

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*

5. *Ibid.*

6. *Ibid.*

7. « Participation ou contrôle ouvrier », Intervention à Cavtat, Yougoslavie, septembre 1980, in Victor FAY, *L'Autogestion : une utopie réaliste*, op. cit., p. 33-116.

8. *Ibid.*

9. *Ibid.*

10. Victor FAY, intervention au 8^e Congrès national du PSU à Toulouse, 1972, *Critique socialiste*, n° 12, mars 1973, p. 24.
11. *Ibid.*
12. Victor FAY, « Du contrôle ouvrier à l'autogestion », *Critique socialiste*, n° 13-14, septembre 1973, p. 68.
13. *Ibid.*
14. *Ibid.*
15. Victor FAY, « Fonctionnement des institutions autogestionnaires », *Critique socialiste*, n° 30-31, décembre 1977, p. 65.
16. *Ibid.*
17. Victor FAY, « De l'unicité du pouvoir des conseils », *Critique socialiste*, n° 12, mars 1973, p. 28.
18. Victor FAY, *L'Autogestion: une utopie réaliste*, op. cit., p. 90.
19. Victor FAY, *La Flamme et la cendre*, Saint-Denis, Presses universitaires de Vincennes, 1989, p. 262.
20. Victor LEDUC, *Raison présente*, octobre 1968, cité dans Victor LEDUC, *Aliénation ou autogestion. Le dilemme de notre temps*, Montreuil-sous-Bois, La Brèche, 1989, p. 93.
21. Victor LEDUC, « Le marxisme et l'idée de l'autogestion », Communication au colloque de Cavtat, Yougoslavie, 1978, *ibid.*, p. 137.
22. Victor LEDUC, « Le marxisme dans le combat pour l'autogestion », Conférence donnée au Centre populaire de formation socialiste (lié au PSU), 1980, *ibid.*, p. 147.
23. Victor LEDUC, *ibid.*, p. 65.
24. Victor LEDUC, *Quatorze thèses pour l'autogestion*, mai 1972, *ibid.*, p. 141-145.
25. *Ibid.*
26. *Ibid.*
27. Victor LEDUC, « Actualité de l'autogestion », *Tribune socialiste*, 7 novembre 1979, *ibid.*, p. 159.
28. *Ibid.*
29. Victor LEDUC, *ibid.*, p. 217.



*pour changer la politique
une gauche différente
avec le PSU
et le courant autogestionnaire*

▲ Affiche du PSU publiée avec le supplément de *Tribune socialiste*, n° 816, 1979.
© Archives CHS du xx^e siècle, Fonds PSU.